

Cop30 de Belém (Brésil)



«Plus que jamais, de Bakou en 2024, à Belém ici, aujourd'hui, en 2025, la responsabilité dans l'équité au service de la survie de l'humanité nous interpelle tous...», a-t-il dit. (P.3)

Denis Sassou-Nguesso déploie le fossé béant entre promesses et réalisations

Ministère des finances, du budget et du portefeuille public

Environ 381 milliards de francs Cfa levés via un eurobond à sept ans

(P.3)

R.c (Rassemblement citoyen)

Campagne d'adhésion au parti et de soutien au candidat de la majorité

(P.2)

CANAL+
30 JOURS D'EXPERIENCE AUGMENTÉE

ACCESS → EVASION
5500 F.CFA → 7500 F.CFA → 11000 F.CFA

PASSEZ A LA FORMULE SUPERIEURE
2000 EN+ F.CFA TTC*

92 92
CANAL+ CONGO

PILIER DE L'INDUSTRIE CONGOLAISE DEPUIS 23 ANS

EXPLOREZ CE QUE L'INNOVATION AGRO-ALIMENTAIRE A DE MEILLEUR !

www.globalinegroup.com

05 628 4245 / 05 543 12 06 / 05 928 4245
contact@hotelsaphirbrazza.com
reservation@hotelsaphirbrazza.com

Hotel Saphir

R.c (Rassemblement citoyen)

Campagne d'adhésion au parti et de soutien au candidat de la majorité

Le R.c (Rassemblement Citoyen), parti membre de la Plateforme Majorité présidentielle, a intensifié, ces dernières semaines, sa campagne d'adhésion au parti et de soutien au candidat de la majorité. Ainsi, toutes les fédérations à travers les départements ont été instruites, depuis le mois d'octobre, par la Direction du R.c, de «se déployer sur le terrain, pour susciter de grandes et nombreuses adhésions au parti, sur tout le territoire national, et pour soutenir le candidat de la Plateforme Majorité présidentielle, le Président Sassou-Nguesso». La procédure étant de «faire le porte-à-porte, aller de parcelle en parcelle, pour rencontrer les familles, d'abord les proches,

jeunes et aînés, discuter avec eux, et surtout les convaincre d'aller voter pour notre candidat. Le contexte présent est difficile, c'est vrai. Mais, nous devons fortement nous impliquer, pour peser de tout notre poids, afin que notre candidat soit élu, et obtenir, en contrepartie, des garanties d'une meilleure gouvernance dans le mandat à venir, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie des populations». Depuis, les fédérations du R.c envoient leurs équipes sur le terrain, pour enregistrer les nouveaux militants et passer les consignes, comme on peut le voir sur les images suivantes.



Au Quartier 4, à Owando (Fédération RC de la Cuvette)



A Djambala (Fédération RC des Plateaux)



A Djambala (Fédération RC des Plateaux)



Au Quartier 6 Linengué, Owando (Fédération RC de la Cuvette).



A Djambala (Fédération RC des Plateaux)



A Djambala (Fédération RC des Plateaux)



A Djambala (Fédération RC des Plateaux)



A Impfondo (Fédération RC de la Likouala)



A Impfondo (Fédération RC de la Likouala)



A Impfondo (Fédération RC de la Likouala)



A Impfondo (Fédération RC de la Likouala)



Au Quartier 24, Nimbi, à Bacongo (Fédération RC de Brazzaville)

Cop30 de Belém (Brésil)

Denis Sassou-Nguesso déplore le fossé béant entre promesses et réalisations

La Cop30 (Conférence des Nations unies sur le climat) se tient à Belém, au Brésil, du 6 au 21 novembre 2025, réunissant des dirigeants mondiaux, des scientifiques, des responsables des O.n.gs et la société civile, afin de discuter des mesures prioritaires dans la lutte contre le réchauffement de la planète. Dans le message qu'il y a prononcé le jeudi 6 novembre, le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, a déploré «le fossé béant entre les ambitions proclamées et la grande insuffisance des efforts réalisés, sinon la quasi impuissance du monde entier face au dérèglement climatique». Ci-après, de larges extraits de son message.

«Aujourd'hui, dix ans après les accords de Paris de 2015, force est de relever le fossé béant entre les ambitions proclamées et la grande insuffisance des efforts réalisés, sinon la quasi impuissance du monde entier face au dérèglement climatique. Plus que jamais, de Bakou en 2024, à Belém ici, aujourd'hui, en 2025, la responsabilité dans l'équité au service de la survie de l'humanité nous interpelle tous, sous l'emprise des incertitudes inhérentes au retard des réponses à apporter pour réduire le réchauffement climatique, aux promesses de financements non tenues et toujours attendues par les pays vulnérables, en appui à leur lutte contre les changements climatiques et en lien avec la transition énergétique».

«Depuis plus de quatre décennies, mon pays, la République du Congo, porte,



Le Président Denis Sassou-Nguesso (à droite), le ministre Jean-Claude Gakosso et la ministre Arlette Soudan Nonault (au milieu) au sommet de Belém.

en toute responsabilité, sa contribution à la dynamique globale de lutte contre les changements climatiques. Le Congo dispose, aujourd'hui, de plus de quatre millions d'hectares d'aires protégées, soit 13,5% du territoire national. L'aménagement des concessions attribuées au

projet de développement est devenu, depuis plus de trois décennies, une exigence légale. Plus de neuf millions d'hectares sont aménagés et plus de trois millions en cours d'aménagement, la moitié étant déjà certifiés selon les normes internationales. Sous l'impulsion de mon

pays, l'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la décennie 2027-2036 des Nations unies pour le boisement et le reboisement dans le cadre d'une gestion durable des forêts. C'est pourquoi j'encourage l'initiative du Brésil de créer le fonds pour la préservation des forêts tropicales, face à la crise de la déforestation tropicale. Cette initiative, qui rejoint celle de la Commission climat du Bassin du Congo, avec son instrument financier le Fonds bleu pour le Bassin du Congo, est d'autant plus louable qu'elle se met également au service des peuples autochtones et des communautés locales qui sont les premiers gardiens des écosystèmes les plus riches en biodiversité du monde.

«À propos, mon pays, qui dispose d'une loi qui assure la promotion et la protection des peuples autochtones a abrité il y a peu le premier congrès mondial des peuples autochtones des trois bassins forestiers tropicaux : l'Amazonie, le Congo et le Bornéo-Mékong. Je demande à la COP trente de prendre en compte les conclusions de ce congrès contenu euh dans un document appelé Déclarations de Brazzaville».

Editorial

Améliorer le quotidien des populations !

Le Congo est un pays bien loti en termes de ressources naturelles. En dépit des violences ayant affecté le Département du Pool et qui sont depuis derrière nous, c'est aussi un pays bien loti en termes de paix et de stabilité. Sa population d'à peine 6 millions d'habitants sur une superficie de 342.000 km² offre une densité moyenne faible de 18 habitants au km². Son système éducatif, performant dans les années 60 et 70 l'a doté d'un capital humain de qualité. La moitié de la population est concentrée dans les deux grandes villes que sont Brazzaville et Pointe-Noire. Bref, c'est un pays qui réunit de nombreux atouts pour son développement. Il serait un pays moteur dans la sous-région en matière économique.

Et pourtant, le ressenti quotidien de sa population, tel qu'exprimé ici ou là, donne l'impression d'avoir à faire à un pays où tout est difficile. Les ingénieux producteurs de contenus de réseaux sociaux l'ont exprimé à travers une scène ubuesque. Un nouveau-né demande à sa mère: «Dis-moi, maman, je suis né dans quel pays?». Celle-ci lui répond gentiment: «Le Congo-Brazzaville!». Brusquement, le nouveau-né a pris ses jambes à son cou et s'est dirigé vers la fenêtre ouverte où il a sauté pour disparaître, malgré les appels lancinants de sa mère, le suppliant de revenir. «Je ne veux pas vivre dans ce pays!», dit l'enfant qu'on ne reverra plus. Fin de scène.

Juste pour faire rire? Sans doute! Faire rire des réalités vécues. Avouons que ce n'est pas un compliment à nos dirigeants. Bien sûr, dans tous les pays du monde, même développés, les populations ont toujours des jérémiades, des doléances, des récriminations, des critiques, etc. Bref, elles ne sont jamais totalement satisfaites.

Mais, il y a des niveaux de ce qui est admissible et de ce qui ne l'est pas. Chez nous, la qualité des services publics pose problème dans presque tous les secteurs: l'éducation, la santé, le transport, l'éclairage public, les routes, l'administration, l'électricité, l'eau courante, le logement, les services, l'alimentation, la sécurité publique... Le secteur public est envahi par les anti-valeurs et la société elle-même n'en est pas épargnée. C'est devenu rébarbatif d'en parler et pourtant le mal est là, il ronge, il s'approfondit.

En somme, le pays réunit d'importants atouts pour son développement, mais c'est la gouvernance, donc les comportements, les mentalités qui posent problème. En raison tout simplement du manque de sanction. Contre les bébés noirs et kulunas, on a pris des mesures radicales d'une intransigeance sans pitié, au-delà même de notre droit et de notre morale sur le respect de la vie humaine: la mise à mort couplée à la destruction des maisons et des motos. Mais, contre la corruption, le vol, le non-respect du bien public, le faux et usage de faux, les abus de pouvoir, les passe-droits, quelles mesures radicales a-t-on prise?

Il est clair qu'on peut améliorer le quotidien de nos populations, du jour au lendemain, si on fait preuve de la même radicalité sans pitié contre les anti-valeurs. On dira qu'il y a une loi. Mais pour les autres, la loi n'existe-t-elle pas?

L'HORIZON AFRICAIN

Ministère des finances, du budget et du portefeuille public

Environ 381 milliards de francs Cfa levés via un eurobond à sept ans

C'est par un communiqué signé le 5 novembre 2025, à Brazzaville, par son directeur de cabinet, Paul Malié, que le Ministère des finances, du budget et du portefeuille public a annoncé la levée de 670 millions de dollars (soit environ 381 milliards de francs Cfa) sur le marché international, à travers un eurobond de sept ans au taux d'intérêt de 9,875%, arrivant à maturité en novembre 2032. La nouvelle a eu un retentissement important au plan national où elle est beaucoup commentée. Après près de deux décennies d'absence, le Congo a ainsi signé son retour sur les marchés financiers internationaux, alors que jusque-là il se contentait du marché sous-régional où il traîne une ardoise non-négligeable.

L'opération de levée de fonds sur le marché financier international a été arrangée par Citigroup, une entreprise financière majeure basée à New York. Elle marque une étape importante dans la politique de refinancement de la dette congolaise et de relance de l'économie nationale. L'objectif de cet important emprunt est de refinancer les obligations intérieures arrivant à maturité entre novembre 2025 et février 2026 et à alléger la trésorerie nationale asphyxiée par les remboursements des

dettes antérieures et le poids des dépenses de fonctionnement, notamment les salaires, les pensions, les bourses, les transferts, etc.

«Cette opération illustre le nouvel élan congolais: celui d'un pays qui conjugue discipline budgétaire, gouvernance exemplaire et ambition», a déclaré Christian Yoka, le ministre des finances, du budget et du portefeuille public qui a salué le succès de cet eurobond qu'il considère comme le fruit des réformes structurelles engagées depuis trois ans, no-



Christian Yoka

tamment dans la gouvernance budgétaire, la transparence et la diversification économique. «Parallèlement, Brazzaville a procédé à un rééchelonnement de 304,87 milliards de francs Cfa de dette intérieure, correspondant à deux échéances arrivées à maturité en octobre 2025. Cette opération, conduite avec les sociétés financières L'Archer et L.c.b capital, a permis de prolonger

certaines maturités jusqu'à trois ans, offrant un allègement temporaire de la pression sur la trésorerie de l'État», signale-t-on du côté du Ministère en charge des finances. Dans un article publié à ce sujet, l'économiste Lauric Nguembé, ancien conseiller au Ministère en charge des finances, a lancé un véritable avertissement, en ces termes: «Le Congo devrait exploiter

l'effet de levier induit par les sommes ainsi engrangées et tout mettre en œuvre pour créer de la valeur ajoutée, de telle sorte que, dans 7 ans, il puisse assurer le remboursement de sa dette. Or, la crainte est que les 381,11 milliards de francs Cfa pourraient essentiellement servir à régler les arriérés de dettes antérieures et à financer les dépenses de fonctionnement de l'État. Si tel est le cas, l'effet de levier attendu n'aurait pas lieu et le Congo devrait ainsi emprunter à nouveau pour faire face au service de ses dettes. Il risque bien d'aggraver le cercle vicieux de la dette et de tomber dans la banqueroute économique et financière. À la fin de la durée de maturation de cet emprunt obligataire de 7 ans, en novembre 2032, le Congo

devrait assurer un service de la dette cumulé d'environ 415,41 milliards de francs Cfa (à taux de change constant). Ainsi, il devrait épargner 59,34 milliards de francs Cfa par an. Si en 2032, le Congo n'est pas en capacité de payer les 415,41 milliards de francs Cfa, la capitalisation des intérêts au taux de 10% crévera ce plafond de la dette».

Au regard du poids des dettes et des sacrifices qu'en endurent les travailleurs, il n'y a pas d'euphorie à afficher à la suite de cet eurobond. Il faut plutôt renforcer la rigueur dans la gestion publique et même réduire le train de vie de l'Etat. Ne dit-on pas qu'un homme averti en vaut deux?

Jean-Claude DIATOU

R.d.p (Rassemblement des démocrates panafricains)

Jean-Bonnard Moussodia choisit de poursuivre le combat de Guy-Brice Parfait Kolélas

Ancien proche de Guy-Brice Parfait Kolélas au sein de l'U.d.h-yuki (Union des démocrates humanistes), Jean-Bonnard Moussodia est désormais à la tête d'un nouveau parti politique, le R.d.p bâ-dia-nséké (Rassemblement des démocrates panafricains) qui avait tenu son assemblée générale constitutive le 28 décembre 2024, à Moundali, le quatrième arrondissement de Brazzaville. C'est pour parler de son nouveau parti qu'il a donné une conférence de presse, samedi 25 octobre 2025, au siège de son parti à Moundali. «Le R.d.p est un parti d'opposition et fera une opposition constructive», a-t-il déclaré, en précisant qu'il entend, à travers ce parti, poursuivre le combat de son «ami et frère», Guy-Brice Parfait Kolélas.

Même si cela a pris du temps, Jean-Bonnard Moussodia a conduit à bon port son projet de créer un parti politique. Les tiraillements connus à l'U.d.h-yuki, après le décès de son président fondateur, sont maintenant derrière lui. Désormais, il préside aux destinées d'un parti qui se donne comme idéal de poursuivre le combat politique d'un homme qui, selon lui, a sacrifié sa vie pour le développement intégral de son pays.

Dès l'entame de son propos, il a d'abord rendu hommage aux pères fondateurs de «l'unité nationale, qui avaient, en leur temps, surmonté leurs contradictions, pour mettre le Congo au centre: j'ai nommé l'abbé Fulbert Youlou, premier Président, et Jacques Opangault, premier Vice-Président de notre beau pays, le Congo». Ensuite, il a pensé à l'homme dont il a été le compagnon fidèle. Avant cela, il a fait observer une minute de silence en mémoire du Dr Guy-Brice Parfait Kolélas «dont le nom résonne encore dans le cœur des Congolais épris de justice et de liberté». «Je me tiens devant vous, en ce jour, avec une émotion profonde, conscient du poids des mots et de la gra-



Jean-Bonnard Moussodia pendant la conférence de presse.

visité du moment que traverse notre cher pays, le Congo. Le combat du président Guy-Brice Parfait Kolélas, pour la démocratie et la dignité du peuple congolais, a marqué notre conscience politique. Nous avons marché à ses côtés, partagé ses convictions et porté avec lui le flambeau d'un Congo plus juste, plus humain, plus uni. J'ai été dans tous les combats avec lui», a-t-il affirmé. «Après la disparition tragique de ce grand homme politique de notre génération, l'esprit de son combat devait être poursuivi. Le parti qu'il avait créé, l'Union des démocrates humanistes, Yuki, fut détourné de sa mission première par des ambitions personnelles,

des calculs de pouvoir et des compromissions qui ont vidé la maison Yuki de son âme», a-t-il fait savoir.

«Afin de poursuivre le combat politique de mon ami et frère, Parfait Kolélas, Ya Pako, caractérisé par son idéologie et ses idées nobles visant le développement intégral du Congo et par son projet de société, le «Plan parfait pour le redressement du Congo», nous avons, le 14 novembre 2024, dans un élan collectif, lucide et solidaire, partis non pas pour renier, mais pour restaurer et reconstruire cette œuvre, en créant un autre mouvement, le R.d.p, bâ-dia-nséké, notre parti», a-t-il souligné.

«Aussi, pour donner des vrais

reliefs à l'article 27 de nos statuts qui stipule que «dans la perspective de donner un sens au sacrifice suprême de l'humaniste, nationaliste et démocrate Guy-Brice Parfait Kolélas, qui avait perpétué le combat pour le changement de la donne politique congolaise, le parti a résolu, à l'unanimité, d'élever cet illustre personnage politique au rang de guide idéologique du Rassemblement des démocrates panafricains, bâ-dia-nséké», a-t-il déclaré. «Notre guide idéologique n'avait-il pas quitté le M.c.d.d.i, pour se relancer avec l'U.d.h-Yuki?», a-t-il demandé, comme pour justifier la création du R.d.p. Une façon de dire que lui et ses amis sont sur la bonne voie. Il suffit d'être endurants. L'idéologie du R.d.p bâ-dia-nséké est le libéral-humanisme qui place l'être humain au cœur de l'action politique. «Pour cela, les militantes et les militants de notre parti croient en la liberté individuelle et aussi en la responsabilité collective», a-t-il affirmé.

Répondant aux questions des journalistes, Jean-Bonnard Moussodia s'est dit heureux par la reconnaissance officielle de son parti qui, selon lui, «a observé le cahier de charges, conformément à la loi sur les partis en vigueur dans notre pays». Toutefois, il a reconnu que son parti n'est pas encore implanté dans certains départements. Il y travaille pour que «les actions qu'il va mener soient visibles dans lesdits départements».

Propos recueillis par Ch. FOUCK ZONZEKA

PROPOS D'ÉTAPE

Chef, ça patine faute de sanctions!

Chef, ça patine faute de civisme et de patriotisme certes, mais surtout faute de sanctions. L'attitude des Congolais face aux biens publics! Pas seulement pour les écoles, mais aussi dans les hôpitaux, dans les administrations! Les véhicules privés peuvent durer quatre à cinq ans; ceux de l'Etat sont amortis au bout d'un an! Il s'agit d'un problème global d'incivisme, de manque d'esprit patriotique! Il y a un département ministériel pour l'éducation, y compris pour les adultes. Voilà le constat fait par le maître des horloges. En réalité, constat constant depuis qu'il a affirmé que le ver est dans le fruit.

Il n'y a donc rien de nouveau sous la voûte du ciel en termes de comportement social déviant. Il y a longtemps que les vices ont remplacé les vertus dans la gestion de la Cité. Fraude, corruption, concussion, détournement, kulunas et m'en-foutisme, ces vices ne prospèrent que comme sanction de l'inaction, que comme sanction de «l'insanction».

Et lorsque cette «insanction» concerne les en-hauts d'en-hauts, surtout les kulunas en col blanc, il n'y a pas de raison que le peuple d'en-bas se discipline outre mesure. Nous sommes à la croisée des chemins où le devoir d'exemplarité s'impose plus que jamais. Surtout, que le maître des horloges se souviennent de cette sentence de Jacques Chirac, son ami: «Il est plus important de sanctionner un responsable que de sanctionner quelqu'un qui a moins de raison d'être exemplaire».

Prométhée

Comme en lutrin

Les attentes déçues

Quand la vie devient profonde et trouble...

La vie, parfois, commence comme une mer calme. Douce. Rassurante. Et puis, à mesure que l'on avance, les eaux deviennent plus profondes et plus troublées. C'est ce que les années nous apprennent: avec le temps, certaines amitiés s'effondrent. D'autres semblent tenir debout, jusqu'à ce qu'une simple tempête vienne tout balayer. Et ce ne sont pas que les amitiés qui vacillent. Même les liens familiaux, ceux qu'on croyait indestructibles, peuvent se fragiliser. Vous aviez mis votre confiance, vos espoirs, votre cœur dans une relation. Mais un jour, vous découvrez qu'elle n'était solide qu'en apparence. Vous comptiez sur cette personne. Mais, au moment où vous aviez le plus besoin d'elle, elle vous fait comprendre qu'elle a d'autres priorités. Les attentes déçues n'épargnent personne. Même le Seigneur Jésus en a fait l'expérience. La nuit du jardin de Gethsémani, il espérait que Pierre et les autres disciples veilleraient avec lui, qu'ils le soutiendraient dans la prière. Mais, ils se sont tous endormis. Et Jésus, seul dans l'angoisse, a été profondément déçu. Mais, il ne s'est pas laissé abattre. Il a continué à prier. Il a levé les yeux vers son Père. Car, là où les hommes échouent, Dieu reste fidèle.

Quand tout le monde vous abandonne, Dieu reste présent.

Quand les liens humains se brisent, lui seul reste solide.

Alors, peu importe les déceptions, confiez-vous à Lui.

Dr Annick IMBOU

Lutte contre la délinquance faunique

Un homme interpellé à Nkayi, pour détention d'un bébé chimpanzé et jugé

Un homme âgé de plus de 40 ans a été interpellé par la gendarmerie et placé en garde-à-vue, le mardi 28 octobre 2025, à Nkayi, dans le Département de la Bouenza, en possession illégale d'un bébé chimpanzé, une espèce animale entièrement protégée par la législation congolaise. Accusé de détention, circulation et tentative de commercialisation d'un bébé chimpanzé, une animale intégralement protégée par la loi, il est depuis le 6 novembre, jugé par le Tribunal de grande instance de Madingou, qui va livrer son jugement le 20 novembre.

L'interpellation de l'homme en possession d'un bébé chimpanzé a été rendue possible par une opération conjointe des services de gendarmerie de la Bouenza, basés à Madingou et à Nkayi, et des agents de la Direction départementale de l'économie forestière, bénéficiant de l'appui technique du P.a.l.f (Projet d'appui à l'application de la loi sur la faune sauvage).

Lors de son interpellation, le suspect a reconnu les faits qui lui sont reprochés: détention; transport et tentative de

vente d'un bébé chimpanzé vivant. Il va répondre de ses actes devant la justice où il encourt une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ferme et des amendes s'élevant à cinq millions de francs Cfa, conformément à la législation en vigueur.

De son côté, le bébé chimpanzé a été confié aux soins de l'équipe de l'Institut Jane Goodall au sanctuaire de Tchimpounga, dans le Département du Kouilou. L'animal bénéficiera de soins adaptés avant une éventuelle réin-



L'homme interpellé avec un bébé chimpanzé.

troduction dans son habitat naturel. Selon des sources proches du dossier, l'individu aurait capturé le jeune chimpanzé dans une forêt des villages du District de Kindamba, dans le Département du Pool, il y a plus de deux mois. Il convient de souligner que, conformément à l'Arrêté

n°6075/MDDEFE/CAB du 9 avril 2011 établissant les espèces animales intégralement et partiellement protégées au Congo, le chimpanzé fait partie des espèces bénéficiant d'une protection totale.

Evariste LELOUSSI

Arrondissement 4 Mougali (Brazzaville)

Inauguration d'un caniveau couvert construit par la Société Global développement

La Société Global développement S.a, productrice de la marque d'eau de source Globaline, a officiellement remis, à la Mairie de Mougali, le quatrième arrondissement de Brazzaville, un ouvrage de voirie urbaine, notamment un caniveau couvert de 46 mètres, dont 26 mètres sur l'Avenue Saint-Esprit et 20 mètres sur la Rue Louomo, réalisé par ses soins et sous son financement. La cérémonie d'inauguration de cet ouvrage a eu lieu mercredi 28 octobre 2025, sous le patronage de Mme Sylvia Makosso, administratrice-maire de Mougali, en présence de Michel Roger Bounda, directeur général adjoint de Global développement, des chefs de quartiers et de blocs, des employés de l'entreprise ainsi que des invités.

C'est une action de responsabilité sociale qu'a réalisée la Direction générale de la Société Global développement S.a, basée à Ngoyo (Pointe-Noire), contribuant ainsi à l'amélioration de la voirie urbaine de Mougali, par la construction d'un caniveau couvert destiné à l'évacuation des eaux usées et de pluie, derrière le C.e.g de la Paix, entre l'Avenue Saint-Esprit et la Rue Louomo, où se trouve le siège de cette société à Brazzaville.

Dans son discours, Michel Roger Bounda a affirmé que la vision sociétale de l'entreprise, portée par son président-directeur général, Augustin Zodzi, se concrétise à travers des



Devant l'ouvrage.

projets d'amélioration des conditions de vie des populations locales. «Nous avons donc pris l'engagement, courant mai 2025, de pouvoir bâtir un ouvrage de voirie urbaine pour le bien

des populations, sur la Rue Louomo. Ce dit rêve est donc devenu réalité», a-t-il déclaré.

De son côté, l'administratrice-maire, Mme Sylvia Makosso, a salué l'initiative

avec enthousiasme. Elle a souligné l'importance du rôle joué par une entreprise comme Global développement, dans l'amélioration du cadre de vie des citadins du quartier. Elle a notamment précisé que les infrastructures, telles que celles inaugurées, sont essentielles pour réduire les risques sanitaires liés aux flaques d'eau stagnante et aux zones insalubres. Elle a chaleureusement remercié l'entreprise et a déclaré: «Je me tiens prête à devenir l'une de vos partenaires les plus fiables pour encourager toutes les actions, même modestes, au profit de notre population». Il convient de souligner que Global développement n'est pas à sa première action sociétale. En 2023 déjà, elle avait contribué à la réhabilitation du circuit d'eau de l'Hôpital de référence de Talangai, à Brazzaville. Plus récemment, en 2025, ce type d'intervention a également été réalisé à l'Hôpital de référence de Bacongo.

Roland KOULOUNGOU

Secteur public

Menaces de grève générale

Les revendications sociales semblent culminer en grèves générales dans certains secteurs. Les organisations syndicales des retraités de la C.r.f (Caisse de retraite des fonctionnaires) menacent de débrayer. Dans une déclaration publiée le vendredi 31 octobre 2025, ils exigent:

- la prise en compte dans la loi des finances de l'Etat exercice 2026 des préoccupations contenues dans le rapport d'examen de leur cahier de charges;
- le paiement dans un délai de huit jours, des arriérés de pension des années 2024 et 2025. Passé ce délai, les responsables des organisations syndicales des retraités de la C.r.f inviteront tous les retraités résidant à Brazzaville et dans les départements à observer un sit-in à la Primature et devant les Préfecture dans les chefs-lieux des départements, à compter du lundi 10 novembre.

Après la publication de cette déclaration, les responsables des syndicats de la C.r.f ont été reçu en audience, le vendredi 7 novembre, par le président du sénat qui les a rassurés que la situation sera résolue. Les retraités ont ainsi suspendu leur sit-in.

Si au niveau des retraités le calme est revenu et que ceux-ci sont dans l'attente de percevoir leur pension, dans le secteur de l'éducation par contre la menace de grève générale illimitée se fait jour.

Le secrétaire général et porte-parole national du Mouvement des pétitionnaires, Espoir Josly Kissangou, a appelé les enseignants communautaires à une mobilisation, mercredi 12 novembre, devant l'Inrap (Institut national de recherches d'action pédagogique), pour lancer leur mouvement de grève générale illimitée, mais celui-ci n'a pas été suivi en grand nombre par les enseignants.

Lutte contre la criminalité sanglante

La chasse à l'homme est lancée à Pointe-Noire

L'opération de lutte contre les bandits dits bébés noirs et kulunas se poursuit avec la D.g.s.p (Direction générale de la sécurité présidentielle). Les forces de police et de gendarmerie sont également montées au créneau, depuis que le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, a déclaré avoir ordonné lui-même à la D.g.s.p de mener cette opération, aux côtés des autres forces de sécurité. Depuis la semaine dernière, les éléments de la D.g.s.p ont déclenché l'opération à Pointe-Noire où l'on compte déjà des morts et des destructions de maisons.



Maison détruite par la D.g.s.p à Talangai

Pas de répit dans l'opération de lutte contre les bandits dits bébés noirs et kulunas. Il est vrai que le modus operandi ne fait pas l'unanimité. Mais il a l'avantage de produire des résultats immédiats, à la grande satisfaction des populations qui, dans les quartiers périphériques de Brazzaville et maintenant de Pointe-Noire, jubilent de voir périr ceux qui les terrorisaient avec leurs machettes.

Désormais, les conversations de quartier sont dominées par les récits de recherche, d'arrestation, d'incinération de motos, de destruction de maisons et de châtement suprême réservé aux bandits bébés noirs et kulunas. Dans les réseaux sociaux, on est

inondé d'images et de faits relatifs à l'opération de la D.g.s.p qui, désormais, procède à des vérifications, de sorte que les jeunes innocents qui tombent dans ses filets sont remis à leurs familles et donc ne subissent pas, à tort, le châtement suprême.

Sur ce plan, l'actualité vient maintenant de Pointe-Noire. Les récits des bandits tués sont dans les conversations. Il faut dire que le châtement suprême réservé aux bandits bébés noirs et kulunas ne date pas de l'opération de la D.g.s.p. Il émane de la justice populaire exercée directement par les populations en colère, excédées par la criminalité sanglante de ces jeunes drogués. Ainsi, depuis deux ans environ, un bandit bébé noir ou

kuluna qui tombe entre les mains des populations est systématiquement tué par lapidation et/ou incendie. Beaucoup de jeunes ont subi ce châtement suprême de justice populaire. Malgré l'horreur de cette justice populaire, les bandits bébés noirs continuent de se manifester par leur criminalité sanglante. Voilà qu'ils tombent maintenant sous les balles de la D.g.s.p qui fait preuve de la même «barbarie» pour renverser la donne sociale sur cette question de la criminalité sanglante des bébés noirs. Non seulement ces bandits fuient dorénavant leurs quartiers, mais encore leurs

parents qui avaient souvent des attitudes complaisantes par rapport à leur banditisme, mesurent enfin l'étendue de leurs responsabilités en matière d'éducation.

La Force publique est donc en «guerre» contre la criminalité sanglante. On devrait, dans cette lancée, enchaîner avec des actions de sensibilisation et d'éducation, à travers les médias et les réseaux sociaux, face à des jeunes en perdition, qui souffrent du manque de repères éthiques, au regard de l'horreur devenu si banal dans leurs milieux.

Jean-Clotaire DIATOU

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 05 543 82 76 / 06.662 37 39

E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /

www.lhorizonafricain.com

Sous l'immatriculation 108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim: Hervé EKIRONO

Tel : 06 879 50 69 / 05 554 40 99

Directeur commercial & Relations publiques:

Rigobert MOBOLAS : 06 626 89 15

Rédacteur en Chef: Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Tel : 06 986 56 52 / 05 568 54 47

Secrétaire de rédaction: Roland KOULOUNGOU

Tel : 06 838 30 04 / 05 055 24 71

Rédaction

Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU: 06 641 56 96

Martin BALOUATA-MALEKA : 05.500 77 82

Urbain Nzabani

Joseph MWISSI NKIENI

Siège de la Rédaction: Hôtel Saphir (Brazzaville)

Chef Bureau Pointe-Noire :

Marcel BITADI. Tel : 05.557.78.71

Mise en pages : TORNADE

**Pour m'informer,
je fais confiance à
L'Horizon Africain.
Je m'abonne!**

**Tél. 05 543.82.76 /
06 662.37.39**

Anatole Collinet Makosso aux membres du Cese

«Les solutions à nos défis requièrent l'association de toutes les intelligences»

Le Cese (Conseil économique social et environnemental) a tenu, du 30 au 31 octobre 2025, à Brazzaville, sous le patronage de sa présidente, Mme Émilienne Raoul, sa session inaugurale et sa première session ordinaire, marquant ainsi le lancement officiel de la mandature 2025-2029 de ses membres nouvellement nommés par le décret présidentiel n°2025-173 du 13 mai 2025. L'ouverture de ces sessions s'est faite en présence de quelques membres du gouvernement, dont le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, des présidents et secrétaires permanents des institutions constitutionnelles et bien d'autres invités. «Les solutions à nos défis requièrent l'association de toutes les intelligences», a déclaré le chef du gouvernement, comme pour réaffirmer le rôle important de cette institution en matière de démocratie participative.

En effet, dans son allocution, le Premier ministre a souligné le rôle fondamental du Cese dans le système constitutionnel congolais, rappelant qu'il constitue «un espace de dialogue permanent entre les acteurs sociaux» et un cadre d'expression privilégié de la démocratie participative. Il a félicité Mme Raoul pour sa reconduction à la présidence de cette institution constitutionnelle, saluant, par-là, la reconnaissance même du rôle des femmes dans la gouvernance publique. «Le Conseil économique, social et environnemental est le dépositaire d'un modèle de cohésion sociale. Il doit être le lieu où, même en temps de

crise, le fil du dialogue n'est jamais rompu», a affirmé le chef du gouvernement, invitant les conseillers à approfondir leur coopération avec les institutions de la République, afin d'appuyer les politiques publiques dans les domaines économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Le Premier ministre a encouragé les conseillers à orienter leurs réflexions vers les grands enjeux contemporains: la justice climatique, le développement humain, la bonne gouvernance et la réduction des inégalités. Il a souligné que le contexte international, marqué par les crises économiques et environnementales, impose une concertation nationale ren-

forcée. «Les solutions à nos défis requièrent l'association de toutes les intelligences», a-t-il déclaré, réaffirmant la volonté du gouvernement de valoriser le Cese comme «conseiller du parlement et du gouvernement», dans la construction d'une croissance économique durable et partagée. Ouvrant les travaux, Mme Émilienne Raoul a d'abord exprimé sa gratitude envers le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, pour la confiance renouvelée en sa modeste personne. Elle a évoqué quelques questions qui constituent les défis de la nouvelle mandature, notamment la croissance urbaine non-maîtrisée, la



Ouverture de la session du Conseil économique, social et environnemental 2025

préservation de l'environnement et la promotion d'une économie équitable. Elle a, également, attiré l'attention sur la baisse de la représentation féminine au sein de l'institution et sur la nécessité d'impliquer davantage les jeunes dans les processus décisionnels. «Nous devons ouvrir un dialogue sincère sur les avis du conseil, afin qu'ils trouvent une traduction concrète dans les politiques publiques», a-t-elle déclaré, appelant à un soutien mul-

tiforme du gouvernement pour la mise en œuvre des études et recommandations de l'institution. Signalons que la session inaugurale a permis l'adoption du règlement intérieur et du règlement financier du conseil, après examen et amendements. Ces textes constituent, désormais, le cadre réglementaire de la mandature 2025-2029. La présidente du Cese a, ensuite, procédé à la mise en place des quatre commissions permanentes

chargées respectivement des affaires économiques, sociales, éducatives, culturelles et religieuses et environnementales. La session s'est conclue par l'adoption d'un communiqué final et par un message de la présidente du conseil saluant la qualité des échanges et l'es-

prit de responsabilité des membres. Elle a remercié le gouvernement pour son appui et exhorté les conseillers à faire du Cese un outil efficace d'aide à la décision et à la cohésion nationale. Par ce double rendez-vous inaugural et ordinaire, le Cese a affirmé son ambition d'être un pilier du dialogue social et du développement durable au Congo, à travers la gouvernance participative et équitable.

Joseph MWISSI NKIENI

Appo (Organisation des producteurs de pétrole africains)

L'Ivoirien Mamadou Sangafowa-Coulibaly a succédé au Congolais Bruno Jean-Richard Itoua

L'Appo (Organisation des producteurs de pétrole africains) a tenu, le vendredi 31 octobre au 2025, à Kintélé, commune voisine de Brazzaville, la 25^{ème} session des réunions statutaires de son Conseil exécutif et le mardi 4 novembre, la 48^{ème} réunion de son Conseil des ministres, sous le patronage de Bruno Jean-Richard Itoua, ministre congolais des hydrocarbures et président en exercice sortant de l'organisation. A l'issue de ces assises, la présidence de l'Appo en 2026 est revenue à la Côte d'Ivoire avec le ministre des mines, du pétrole et du gaz, Mamadou Sangafowa-Coulibaly, tandis que la vice-présidence à la RD Congo, avec la ministre d'Etat chargée des hydrocarbures, Mme Acacia Bandubola Mbongo. Pour sa part, l'Algérien Farid Ghezali a été nommé secrétaire général de l'Appo pour la période 2026-2028, succédant au Dr Omar Farouk Ibrahim, qui a eu droit à une motion de félicitations pour ses six années d'intense labeur à ce poste stratégique de l'organisation.

Dans son discours d'ouverture, le ministre Itoua a salué «l'esprit d'unité et de professionnalisme» qui caractérise les travaux de l'Appo, tout en félicitant le secrétariat général pour son rôle moteur dans la mise en œuvre des réformes entamées depuis 2018. Il a insisté sur la consolidation de la gouvernance institutionnelle et sur le lancement imminent de la B.a.e (Banque africaine de l'énergie), un projet majeur dont 70% du capital ini-

tial, évalué à 500 millions de dollars, a déjà été mobilisé. «Le bâtiment du siège est prêt à plus de 90%», a-t-il précisé, et «tout est en place pour le décollage effectif de la banque, avant la fin de l'année», a-t-il ajouté, réaffirmant la volonté du Congo d'accompagner cette dynamique continentale. Prenant la parole à son tour, le secrétaire général de l'Appo, le Dr Omar Farouk Ibrahim, a dressé un bilan éloquent de son mandat entamé



Photo de famille autour de Bruno Jean-Richard Itoua, après l'ouverture de la session de l'Appo

en 2020. Revenant sur les défis surmontés, notamment la pandémie de covid-19, il a rappelé les efforts déployés pour reconstruire l'organisation et renforcer sa crédibilité internationale. «En un peu plus de trois ans, nous avons réussi à transformer l'Appo en une institution respectée à l'échelle mondiale, symbole de la voix africaine dans les

débats énergétiques», a-t-il déclaré, remerciant le Conseil exécutif pour son accompagnement constant. Pour sa part, le président du Conseil exécutif, Bienvenu Essé Kouamé, représentant la Côte d'Ivoire, a salué la qualité de l'organisation et la mobilisation exemplaire des pays membres. Il a exprimé sa gratitude envers le Chef

de l'Etat congolais, Denis Sassou-Nguesso, pour «les excellentes conditions d'accueil et de travail» offertes aux délégations. Il a ensuite exhorté ses pairs à «placer l'intérêt collectif au-dessus des considérations nationales», afin de faire de cette session un moment décisif pour l'unité et la prospérité énergétique du continent.

La 25^{ème} session, qui a réuni le Conseil des ministres, le Conseil exécutif et plusieurs comités spécialisés, a permis d'aborder des questions stratégiques telles que la transition énergétique, la coopération Sud-Sud et la valorisation du contenu local dans les industries pétrolières. Au-delà des délibérations techniques, ces assises symbolisent l'engagement renouvelé du continent africain à parler d'une seule voix face aux enjeux énergétiques mondiaux. Les discussions ont porté également sur le projet de réforme institutionnelle de l'Appo, la mise à jour de sa vision et de sa stratégie à long terme ainsi que sur l'adoption du rapport relatif à la nomination du nouveau secrétaire général et à l'élection du nouveau secrétaire général et la désignation des organes exécutifs pour la prochaine période.

En accueillant les travaux de cette session, couplée au salon africain sur le contenu local (Cecla 2025), qui s'est tenue du 4 au 7 novembre 2025, au Grand Hôtel de Kintélé, le Congo a exercé un leadership remarquable dans la diplomatie pétrolière africaine et son attachement à une vision d'intégration régionale fondée sur la solidarité, l'innovation et la souveraineté énergétique.

Joseph MWISSI NKIENI

Congo - Pnud

Les honorables députés sensibilisés sur le développement communautaire

En partenariat avec le Pnud (Programme des Nations unies pour le développement), l'assemblée nationale a organisé, vendredi 28 octobre 2025, au Palais du parlement, à Brazzaville, une journée parlementaire sur le P.a.d.c (Programme accéléré de développement communautaire). Les cérémonies d'ouverture et de clôture de cette journée se sont déroulées sous le patronage d'Isidore Mvouba, président de l'assemblée nationale. «Les recommandations que nous avons adoptées constituent, désormais, un socle solide et une boussole pour la mise en œuvre efficace et durable du programme», a-t-il dit, dans son allocution de clôture.

Selon le président de l'assemblée nationale, le P.n.u.d a offert à son institution, «l'occasion d'un échange interactif et fructueux sur le Programme accéléré de développement communautaire, P.a.d.c en sigle, prévu d'être exécuté au cours de la période 2026-2030». A travers ce programme, «il s'agit de rendre opérationnelle une idée simple et puissante qui consiste à mettre en place une approche territorialisée de développement stratégique et cohérent, afin d'éradiquer la pauvreté. Eradiquer la pauvreté passe inéluctablement par la réduction des inégalités territoriales, le renforcement de la cohésion sociale et l'amélioration durable des conditions de vie des populations». «Pour notre pays, réaliser le P.a.d.c ne serait pas faire un saut vers l'inconnu, d'autant plus qu'il a pour base un diagnostic détaillé des besoins sur les quinze départements du Congo. L'Assemblée na-



Photo de famille après l'ouverture de la journée parlementaire sur le P.a.d.c.

tionale, en tant qu'institution de représentation du peuple, a un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre de ce programme porteur et structurant. Pour ce faire, nous avons à faire du P.a.d.c un instrument efficace de développement local et un levier de la transformation socio-économique de notre pays. Dans cette optique, il convient de doter ce programme d'un cadre juridique

et d'en faire un plaidoyer de mobilisation des ressources auprès des partenaires au développement et du gouvernement de la République», a dit Isidore Mvouba. «Ainsi compris, le développement du Congo ne saurait être complet tant qu'il restera inégalement réparti. On constate in fine que le P.a.d.c est plus qu'un simple programme. Il est d'abord et avant tout une promesse de

justice territoriale et un instrument de cohésion nationale. Réussir le Programme accéléré de développement communautaire, c'est réaliser un progrès social et économique important», a-t-il précisé plus loin, dans son allocution d'ouverture.

Après le déroulement de cette journée parlementaire, il a salué, à la clôture, «la coopération exemplaire qui lie l'Assemblée nationale au Programme des Nations unies pour le développement. Elle vient, une fois encore, de démontrer sa vitalité. Ce partenariat fécond, fondé sur une confiance et une vision partagée, mérite d'être magnifié et pérennisé».

Signalons que l'ouverture de cette journée s'est faite en présence de de Juste-Désiré Mondélé, ministre de l'assainissement urbain, du développement local et de l'entretien routier, de Matthias Zana Naab, directeur régional du Centre de service pour l'Afrique, représentant Madame la directrice régionale du P.n.u.d Afrique, de Mme Adama-Dian Barry, représentante résidente du P.n.u.d, Isidore Ondoki, coordonnateur national du P.a.d.c, des conseillers du Chefs de l'Etat, des représentants des agences du Système des Nations unies, etc.

Urbain NZABANI

Centre de traitement de l'insuffisance rénale du C.h.u de Brazzaville

Ouverture d'un point de vente de l'eau de source Globaline

Entreprise créée le 3 octobre 2001, Global développement S.a (Société anonyme), productrice de la marque d'eau de source Globaline, a inauguré, le jeudi 6 novembre 2025, un nouveau point de vente au sein du Centre de traitement de l'insuffisance rénale du C.h.u (Centre hospitalier universitaire) de Brazzaville. La cérémonie d'inauguration de ce point de vente s'est déroulée sous le patronage de Michel-Roger Bounda, directeur général adjoint de Global développement, et du prof Gael Honal Mahoungou, directeur du Centre de traitement de l'insuffisance rénale, avec l'assistance du personnel médical, des cadres et agents de l'entreprise Global développement et bien d'autres invités.



Photo de famille autour du prof Gael Honal Mahoungou et Michel-Roger Bounda, après l'inauguration du point de vente.

sée à Pointe-Noire, Global développement S.a poursuit l'extension de son réseau de vente à Brazzaville, avec l'inauguration de son point de vente au Centre de traitement de l'insuffisance rénale. Il s'agit du septième point de vente de la marque, reflétant une volonté affirmée de la direction de l'entreprise de renforcer la proximité de ses produits avec les consommateurs locaux.

Dans son mot de bienvenue, le prof Gael Honal Mahoungou a souligné l'importance parti-

culière de l'eau, en ce lieu dédié à la dialyse. «Parler d'eau, ici, dans ce centre de dialyse, prend une résonance toute particulière. L'eau, c'est la vie. Elle est le premier médicament du rein et elle constitue l'élément central de la dialyse. Chaque séance d'hémodialyse nécessite plusieurs centaines de litres d'eau purifiée, une eau de qualité irréprochable, rigoureusement contrôlée, car elle entre directement en contact avec le sang de nos patients», a-t-il déclaré. De son côté, Michel Roger

Lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté !

Depuis Brazzaville, Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu ont suivi le Mouvement «Gen Z» qui, à Madagascar, a conduit des manifestations de révolte anti-gouvernementale de la jeunesse malgache. Ces manifestations ont abouti, trois semaines après, à la fuite du Président Andry Rajoelina, le 13 octobre 2025, avec l'aide de la France. Né sur les réseaux sociaux et demeuré sans leader, ce mouvement a ensuite approuvé la prise du pouvoir, le 14 octobre, par les militaires du Capsat (Corps d'armée des personnels et des services administratifs et techniques), une unité stratégique de l'armée malgache, conduite par le colonel Michael Randrianirina, qui a promis d'organiser des élections d'ici à deux ans.

Ainsi donc, un changement de régime s'est produit brutalement dans un pays, à partir de la colère des jeunes, avec les étudiants en tête, qui se sont servis des réseaux sociaux pour opérer leur mobilisation à travers le pays. Suite à ces événements qui se sont produits à Madagascar, nos amis communs Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu m'ont demandé de méditer avec eux et avec toi, cher lecteur, sur le poème relatif à l'accumulation des richesses et des pouvoirs, écrit en 1970 par Ernesto Cardenal, un poète, prêtre et ancien ministre nicaraguayen de la culture, connu pour son travail en faveur des opprimés et ses écrits révolutionnaires. Voici son poème contenu dans son œuvre «Psaumes politiques»:

«Ils ont pensé qu'ils vivraient toujours
Et que toujours, ils seraient au pouvoir
Et ils donnaient leur nom à leurs terres
A toutes les propriétés qu'ils volaient
Ils enlevèrent les noms aux villes pour leur donner les leurs

Leurs statues étaient sur toutes les places
Et maintenant, qui fait mention d'eux?
Elles furent renversées, leurs statues de bronze
Les plaques de bronze furent arrachées
Maintenant leur palais est un mausolée
Ne t'impatiente donc pas si tu vois quelqu'un s'enrichir

S'il a beaucoup de millions et si s'accroît la gloire de sa maison.

Et si c'est un homme fort, car dans la mort il n'aura plus aucun gouvernement,

Ni aucun parti même si, durant sa vie

La presse proclamait:

«On te louera car tu es parvenu à la félicité»

Il devra aller à la demeure de ses pères

Pour ne plus voir la lumière

Mais l'homme investi de la fonction la plus élevée

N'écoute pas l'homme qui est au pouvoir

Le gouvernant gros, plein de décorations

Il rit et croit qu'il ne mourra jamais

Et il ne sait pas qu'il est comme ces animaux

Condamnés à mourir le jour de la fête».

Comprenez qui pourra. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba.



L'inauguration du point de vente d'eau Globaline au C.h.u

Entreprise ayant pour vocation la production et le conditionnement de l'eau

de source de marque Globaline, avec à sa tête son P.d.g Augustin Zodji et ba-

Bounda a indiqué que ce nouveau point de vente a pour vocation de répondre aux besoins des patients et du personnel. «Ce shop a pour mission principale de permettre aux patients et personnel soignant du centre d'avoir un accès de proximité aux produits de première nécessité, comme l'eau de source naturelle Globaline, des rafraîchissements ainsi que d'autres articles utiles», a-t-il déclaré. Selon lui, «au-delà de l'aspect logistique, ce projet incarne l'engagement sociétale de son entreprise, en mettant à proximité des in-

frastructures médicales, des produits de bonne qualité, pour le bien-être des patients et du personnel du centre».

Il convient de souligner que l'ouverture de ce nouveau shop enrichit le réseau de distribution de Global développement S.a. L'entreprise entend poursuivre cette dynamique, avec l'ouverture prochaine d'autres points de vente, témoignant ainsi de sa confiance dans le potentiel et les opportunités qu'offre le marché brazzavillois.

Roland KOULOUNGOU

Exploitation pétrolière et gazière

Cecla 2025 ou comment bâtir la souveraineté économique, grâce au contenu local

La 4^{ème} édition de la Cecla 2025 (Conférence et exposition sur le contenu local en Afrique), s'est tenue du mardi 4 au vendredi 7 novembre 2025, au Centre international de conférences du Grand Hôtel de Kintélé, commune voisine de Brazzaville, sous le thème: «*Bâtir ensemble l'avenir énergétique de notre continent*». Ouverte, par le Premier ministre chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso, cet événement était une véritable agora panafricaine qui a rassemblé décideurs publics, industriels, acteurs du secteur pétrolier et gazier ainsi que des représentants du monde entrepreneurial et institutionnel. Au-delà d'un rendez-vous technique, la Cecla 2025 a été un moment stratégique pour la République du Congo, à l'heure où le pays s'apprête à franchir une étape décisive: l'adoption de sa loi sur le contenu local, élaborée en 2024 et désormais en attente d'approbation.

Organisée par l'Appo (Organisation des producteurs de pétrole africains), la S.n.p.c (Société nationale des pétroles du Congo) et le «*Nigerian content development and monitoring Board*» (N.c.d.m.b), la Cecla 2025 est un cadre d'échanges, de concertation et de partage d'expériences réunissant les acteurs-clés des filières pétrolières et gazières de 18 pays africains engagés dans la transformation et la promotion du développement industriel sur le continent, à travers la valorisation des talents, des opportunités et des ressources locales. Cette rencontre a offert au Congo une tribune pour affirmer sa volonté de transformer ses ressources en valeur ajoutée nationale, car le contenu local apparaît comme le levier central d'une économie congolaise à refonder, basée sur la production, la compétence et la souveraineté.

Au-delà du pétrole, un enjeu national

Le contenu local ne se limite pas aux industries extractives. Il constitue un levier central de développement national, à la croisée de trois priorités majeures: - valoriser le travail congolais par l'emploi de la main-d'œuvre locale; - structurer le tissu productif national, en favorisant les biens et services issus des P.m.e (Petites et moyennes entreprises) et artisans congolais; - créer des emplois durables, en facilitant l'accès des entreprises locales aux marchés publics et privés. Ce débat dépasse la technique: il touche la vision économique, sociale et politique du Congo. La question est simple mais essentielle: voulons-nous demeurer un territoire de transit et de consommation ou devenir un pays qui produit, transforme et exporte la richesse issue de son sol et de son savoir-faire?

Vers une économie enracinée dans la production locale

Le contenu local repose sur un principe clair: toute activité économique exercée sur le territoire national doit contribuer directement au



L'ouverture de la Cecla 2025

développement du pays. Concrètement, il s'agit d'encourager ou d'exiger des entreprises étrangères qu'elles: - emploient davantage de main-d'œuvre locale; - recourent à des fournisseurs et artisans locaux; - assurent le transfert des compétences et technologies aux acteurs locaux; - investissent dans la formation technique et professionnelle, pour faire émerger des «*champions nationaux*». Déjà expérimenté dans plusieurs pays africains, ce modèle a démontré son efficacité: il favorise la circulation interne de la valeur ajoutée, stimule la sous-traitance locale et renforce la compétitivité des P.m.e et artisans locaux. Pour le Congo, il représente bien plus qu'une stratégie économique: un acte de souveraineté et de dignité nationale.

P.m.e et artisanat: les nouveaux piliers de la transformation

Les P.m.e (Petites et moyennes entreprises) congolaises, souvent discrètes mais résilientes, constituent la colonne vertébrale de l'économie nationale. Elles créent la majorité des emplois, soutiennent la production de proximité et animent la vie économique quotidienne. Quant à l'artisanat, véritable pré-industrie nourrie d'un savoir-faire ancestral, il incarne une économie humaine, enracinée dans les territoires et la culture. Pourtant, ces acteurs demeurent trop souvent à la périphérie des grands projets

nationaux. Le contenu local doit précisément devenir le pont entre les grandes entreprises et les producteurs locaux. C'est dans cette synergie productive que se joue la véritable transformation économique du Congo. Renforcer les P.m.e et l'artisanat, c'est consolider la base productive du Congo. Cela passe par: - un meilleur accès au financement et aux marchés publics; - des programmes de formation et d'accompagnement technique; - une politique d'incubation des fournisseurs congolais capables d'atteindre les standards internationaux. L'annonce faite par le ministre des hydrocarbures, Bruno Jean-Richard Itoua, président du Comité d'organisation de la Cecla 2025, concernant la création de la Banque africaine de l'énergie, offre aux P.m.e la possibilité de pouvoir atteindre ces objectifs.

Une loi pour consolider la vision

L'adoption de la loi sur le contenu local s'impose comme un impératif stratégique. Elle permettra de réguler la participation nationale dans les activités économiques majeures et d'en assurer la transparence. Ce texte fixera des indicateurs précis (emploi national, achats locaux, transfert de compétences), pour mesurer les progrès accomplis. Son adoption ne sera pas un simple acte administratif, mais l'entrée du Congo dans

une nouvelle ère économique, fondée sur la responsabilité, la production et la création de valeur nationale.

Cecla 2025: un catalyseur pour le débat économique africain

En accueillant la réunion de la Cecla 2025, le Congo s'est affirmé comme un carrefour de réflexion sur la souveraineté

économique africaine. Dans un continent en pleine intégration, portée par la Zlecaf (Zone de libre-échange continentale africaine), le contenu local devient le socle d'une industrialisation inclusive et durable. Cet événement continental offre au Congo l'occasion de: - affirmer son leadership dans la réflexion sur la production africaine; - présenter sa stratégie nationale comme modèle émergent; - démontrer que le développement endogène n'est pas un slogan, mais une voie crédible vers la prospérité.

Produire, transformer, transmettre

Le contenu local n'est pas une simple politique économique: c'est une vision du développement. C'est le choix de produire ce que nous consommons, de transformer ce que nous possédons et de transmettre le savoir-faire congolais aux générations futures. Il incarne un nouveau contrat social et productif, fondé sur le travail, la compétence et la solidarité. À l'heure où l'Afrique pense à son avenir énergétique, rappelons-le: la véritable énergie du Congo réside dans ses P.m.e, ses artisans et la créativité de son peuple. Parce que la richesse du Congo doit, enfin profiter aux Congolais et rayonner sur toute l'Afrique.

Charles Abel KOMBO
Economiste et Observateur des politiques publiques (France)

Tribune

Quand la dette fait battre les ailes du papillon



Par Charles Abel Kombo.

De la Grèce à l'Afrique, se dégage une même leçon pour la France et les pays africains francophones: un battement d'ailes à Athènes et c'est tout un système qui vacille. En effet, la crise de la dette grecque, au début des années 2010, a été bien plus qu'une tragédie nationale: elle a révélé la fragilité d'un monde financier interconnecté, où la dette d'un pays peut devenir la faille de tous. Quinze ans plus tard, la France et plusieurs pays africains vivent, à leur tour, les secousses de ce battement d'ailes initial. La dette publique, autrefois instrument de développement et de solidarité, est devenue le thermomètre de nos vulnérabilités. Et dans un monde où les taux d'intérêt, les guerres et les marchés décident du destin budgétaire des Nations, aucun État n'est à l'abri du souffle du papillon grec.

La Grèce, le premier battement?

Tout commence à Athènes. En 2010, la Grèce révèle au monde ce que beaucoup refusaient de voir: une dette publique hors de contrôle; des comptes falsifiés et un État incapable de financer ses dépenses autrement qu'en empruntant. Les plans de sauvetage successifs du F.m.i (Fonds monétaire international) et de l'Union européenne éviteront le naufrage, mais au prix d'une austérité brutale: chômage record; chute du P.i.b (Produit intérieur brut); explosion de la pauvreté. La leçon est universelle: une dette partiellement ou non-maîtrisée ne détruit pas seulement des équilibres budgétaires, elle brise des sociétés. Et surtout, elle prouve qu'aucune économie, fût-elle européenne, n'est à l'abri de la défiance des marchés.

La France: un modèle à crédit?

La France, aujourd'hui, semble bien loin de la Grèce. Et pourtant, les chiffres interrogent: une dette publique de plus de 110% du P.i.b; un déficit chronique; une croissance fragile. Le modèle social français, pilier d'un pacte républicain fort, repose de plus en plus sur une dette permanente. Or, lorsque les taux d'intérêt remontent, comme depuis 2022, chaque euro emprunté coûte plus cher et chaque réforme devient politiquement plus explosive. L'effet papillon grec se fait sentir à Paris: la confiance des marchés n'est jamais acquise. La France doit, désormais, arbitrer entre maintenir sa protection sociale, investir dans la transition écologique et maîtriser ses finances. Et derrière cette équation budgétaire, se cache une question de souveraineté: peut-on encore décider librement de ses politiques publiques lorsqu'on dépend de la bienveillance des créanciers?

L'Afrique: l'effet de ricochet mondial?

Sur le continent africain, la dette a longtemps été synonyme de renaissance. Après les annulations des années 2000, plusieurs pays ont retrouvé les marchés internationaux, pour financer routes, ports, écoles, hôpitaux. Mais, l'élan de développement s'est peu-à-peu transformé en spirale: la dette africaine, souvent libellée en dollars, devient de plus en plus difficile à rembourser, à mesure que les taux montent et que les devises locales s'affaiblissent. Aujourd'hui, nombre d'États consacrent plus du tiers de leurs recettes publiques au seul service de la dette. Un choc extérieur (hausse des taux américains, chute des prix du pétrole, guerre en Ukraine), suffit à déséquilibrer les budgets. La mondialisation financière, qui devait apporter la prospérité, expose désormais les pays africains à des crises importées. Quand la B.c.e tousse, l'Afrique s'enrhume.

Pour une nouvelle philosophie de la dette

La dette n'est pas un mal en soi. Elle peut être un levier de développement, un pari sur le futur. Mais, elle devient dangereuse lorsqu'elle finance la consommation plutôt que la transformation. Qu'il s'agisse de la France ou de l'Afrique, il est temps de réinventer la dette comme outil de souveraineté et non comme symptôme de dépendance. Cela suppose: - des États plus transparents et responsables dans la gestion de leurs budgets; - des créanciers plus éthiques dans leurs conditions de prêt, et une gouvernance mondiale qui cesse de traiter la dette africaine comme un fardeau exotique, mais comme un enjeu systémique global. Somme toute, de la Méditerranée à l'Afrique centrale, la dette fait battre les ailes d'un papillon qui relie nos économies, nos fragilités et nos destins. La crise grecque fut le signal d'alarme. Les déséquilibres français et africains en sont les répliques. Tant que la dette servira à combler nos failles plutôt qu'à bâtir l'avenir, le battement d'ailes du papillon continuera de résonner. Et ce souffle, doux en apparence, peut à tout moment se transformer en tempête.

Charles Abel KOMBO
Economiste et observateur des politiques publiques

Poursuivre l'effort de débaptisation des noms des rues et avenues à Bacongo

Parler de Bacongo, c'est évoquer un pan de l'histoire de Brazzaville, ancienne capitale fédérale de l'Afrique équatoriale française (A.e.f), devenue capitale du Congo, après la proclamation de la République, le 28 novembre 1958. Ses rues et avenues font la particularité de cet arrondissement, l'un des plus vieux de la ville capitale.

Parmi les symboles qui caractérisent le deuxième arrondissement, Bacongo, l'on peut citer, entre autres, le Square De Gaulle, l'église Notre-Dame du Rosaire, la Case De Gaulle, l'église Saint Pierre Claver, le Temple protestant, une bonne partie de La Corniche qui longe le Fleuve Congo, le Pont du 15 août 1960, le célèbre Marché Total, le Phare de Brazza inauguré le 30 janvier 1944, par la fille de De Brazza, avant l'ouverture de la conférence de Brazzaville. La vue sur le majestueux Fleuve Congo et les salles de cinéma Rio et Rex, sans oublier les «*Pal-miers de Mpissa*» où furent érigés les lieux de culte des «*Corbeaux*» et «*Pigeons*», ces adeptes rivaux d'André Grenard Matsoua, comptent parmi les charmes de cet arrondissement. N'oublions pas les nombreux lieux de réjouissance tels que les bars dancing Macédo, Pigalle, «*Les Jours de Brazzaville*» et Bibi Bar.

Bacongo fut aussi un creuset du football congolais, avec le Stade Yugos, olymppe du mwana foot ayant produit des sportifs qui ont fait la gloire du football congolais, tels que Nzabana Germain «*Jadot*» ou Mbemba Paul «*Thorez*», avec des équipes telles que l'As Brésil, Squadra Azura, Baptême, Kawunga.

Bacongo est aussi la rampe de lancement de la Sape, ce mouvement vestimentaire marqué par l'harmonie des couleurs, l'élégance affichée, l'amour du beau, le style, les noms des grands couturiers européens, bref l'art de bien s'habiller et l'expression qui va avec. Quartier indigène à l'époque coloniale, Bacongo se distingue notamment par les noms attribués à ses rues et avenues, portant des patronymes des colons, des artistes et hommes d'Etat français.

L'histoire doit-elle demeurer statique?

A l'évidence non! L'histoire est et a toujours été dynamique: «*O tempora! O mores*», disent les latins (Autres temps, autres mœurs). Notre pays a connu moult mutations aux plans politique, sociologique et historique. Les consciences ont évolué fondamentalement. Il y a une véritable prise de conscience. Les Congolais ont de plus en plus soif de reconquérir, coûte-que-coûte, leur histoire, leur identité et leur dignité, en faisant table rase du passé. Il ne saurait être question d'attiser un senti-



La vue d'un quartier de Bacongo

ment anti-français, de tout jeter à la poubelle de l'histoire qui est faite de personnages qui ont marqué leur époque. Mais, cette conception ne saurait justifier l'oubli de figures emblématiques d'une jeune Nation comme la nôtre.

Après 65 ans d'accession à la souveraineté internationale, passer au tamis certains noms que portent nos rues et avenues ne peut pas être un «*crime de lèse-majesté*». La volonté de restauration de l'histoire du pays, sa culture, ses luttes, sa dignité par la valorisation, pour chaque peuple, de ses illustres personnages, est autant nécessaire et légitime. Il est important de participer à une réflexion globale relative à la dénomination ou la débaptisation de certains noms de rues et d'avenues dans notre pays.

La différence avec les autres arrondissements.

Si à Poto-Poto, plusieurs rues et avenues ont porté des noms de villes, régions ou départements français, telles la Rue de L'Auvergne (un département français) devenue plus tard Rue Likouala, et l'Avenue de Paris, débaptisée, quelques années après, Avenue de la Paix, à Bacongo, ce fut plutôt des personnages français, singulièrement, qui ont donné leurs noms aux rues et avenues. En effet, l'on retrouve des noms tels qu'Archambault, Bergère, Moll ou Lamy. Des noms des artistes, des scientifiques, des hommes politiques, des musiciens, etc. Quelques efforts des autorités semblent nous réjouir, en voyant quelques noms authentiques des nationaux mis en exergue, tels que Matsoua, Niamankessi, Joseph Nkéoua, Joseph Ibara. Puissions-nous, un jour, enseigner aux nouvelles générations, l'histoire de ces valeureux personnages, dans les programmes scolaires. L'acte administratif (arrêté

ou délibération municipale) ayant procédé à ces débaptisations, n'a malheureusement pas pu être retrouvé. Ici, se pose la question d'archivage des documents dans nos administrations. Et pourtant, au niveau des services du cadastre et des centres d'identification, ces nouvelles appellations sont bien prises en compte.

Aujourd'hui, un jeune citoyen de Bacongo, animé de bonne volonté, est en train d'ériger ad libitum des panneaux d'adressage des rues et avenues, avec les anciens noms, car mal informé ou par ignorance passive. Il l'a fait à la barbe des autorités communales, des chefs de quartiers, sans aucune réaction de leur part. Pourtant, il suffisait qu'un ancien ou un aîné l'aidât à mettre à jour son fichier, pour présenter un travail avec des informations actualisées. Ce jeune homme n'a pas pu être aidé. Il s'agit là de faiblesse, car quand ces anciennes appellations étaient bannies, ces mêmes autorités, à leurs niveaux respectifs de responsabilité, avaient applaudi. Malheureusement, le constat est fait: une reculade désastreuse.

Au 21^{ème} siècle, rien ne saurait justifier que nous puissions encore enseigner à la postérité l'histoire d'un négrier français comme Robert Surcouf (1773-1827) ou d'un ancien Président français, Jules Grevy (1807-1891). Il est impérieux que nos sociologues, historiens, férus de culture, s'impliquent à corriger ce genre de dégringolades, pour nous approprier notre histoire.

La responsabilité partagée

La responsabilité des autorités municipales est pleine et entière. L'histoire doit être écrite de manière collective, sous la conduite de ceux qui sont chargés de la bonne marche de la cité. Il faut former et informer les citoyens à travers des rencontres dé-



Par Guy-Roger Mankedi.

diées à toutes les questions concernant leurs quartiers, connaître ce qui s'y passe ou s'y fait. Pour y parvenir, les réseaux d'informations doivent être alertes et proactifs.

A travers les réunions et autres rencontres avec les chefs de quartiers, les services de sécurité, les acteurs de la société civile, les autorités municipales auraient constitué une masse critique d'informations, pour une meilleure gestion des affaires publiques. Ces échanges sont importants, pour que rien n'échappe à l'autorité. Si une telle démarche pédagogique était observée, Bacongo devrait mieux écrire son histoire authentique. Certains noms de rues ont un passé sulfureux. Un nettoyage conséquent vaut la peine.

Dans l'euphorie de la révolution au Congo, on observait quelques reculs du patriotisme, marqués notamment par le retrait des noms congolais au profit des noms des leaders révolutionnaires des pays de l'Est.

C'est ainsi que la Rue Impfondo fut débaptisée Avenue Lénine, la Rue Mindouli devint plus tard, Avenue des Trois Martyrs. Paradoxalement, l'Avenue de France est restée inchangée jusqu'à nos jours. A Pointe-Noire, le Lycée Victor Augagneur devint Lycée Karl Max et à Brazzaville, le Lycée Chaminade, Lycée Drapeau-Rouge. Les sociologues et les historiens ont des réflexions à mener dans le cadre de la restauration de l'identité nationale et la promotion de notre propre culture.

Faisons découvrir aux touristes l'histoire des personnalités comme André Grenard Matsoua, Nzoungou, un chef matsouaniste, Joseph Nkéoua, un chef coutumier charismatique ou encore d'un Jean Félix-Tchicaya, homme politique congolais et ancien député à l'assemblée nationale française. La culture est un partage mutuel et un ensemencement des faits historiques, des traits spécifiques, de connaissance de l'autre.

Guy-Roger MANKEDI

Hassim Tall Boukambou,
cinéaste et réalisateur congolais

«La fermeture des salles de cinéma Canal Olympia est une triste nouvelle»

L'annonce de la fermeture des salles de cinéma de Canal Olympia de Brazzaville, Pointe-Noire et Oyo, a été confirmée le mardi 11 octobre 2025, après six ans à peine d'activités. Cette nouvelle a attristé les cinéphiles congolais. La décision d'arrêter les activités de ces salles de cinéma au Congo avait été annoncée officiellement lors d'une rencontre entre la ministre de l'industrie culturelle, touristique et des loisirs, Marie-France Hélène Lydie Pongault et la présidente du Réseau Canal Olympia, Christine Pujade. D'après certaines informations, le groupe a cédé la gestion de ses infrastructures à un nouvel opérateur, dont l'identité reste inconnue. A ce sujet, Hassim Tall Boukambou, un des cinéastes congolais, réalisateur de nombreux films, dont le plus récent a pour titre «*Mémoires du Cfrad*», projeté le 11 octobre 2025, dans la salle de cinéma Canal Olympia de Poto-Poto, à Brazzaville, a donné ses impressions.



Le réalisateur cinéaste congolais, Hassim Tall Boukambou



L'intérieur de la salle Canal Olympia à Poto-Poto.

* Hassim Tall, comment appréciez-vous la fermeture des salles de cinéma de Canal Olympia au Congo?

** Comme les professionnels du cinéma et les citoyens congolais, je dirai que c'est une nouvelle qui nous attriste. Espérons que les nouveaux gestionnaires qui pourront prendre ces salles de cinéma, que ce soient les pouvoirs publics, que ce soit des privés congolais voir étrangers, seront à la hauteur des demandes du public congolais. Les Congolais ont besoin de se retrouver au cinéma, un endroit convivial où il fait bon de partager des expériences et de vivre certaines émotions.

* Est-ce qu'on peut penser à de bonnes perspectives du cinéma congolais au regard de cette fermeture?

** Je dirai tout simplement que le cinéma congolais fait face à plusieurs défis. Je pense que nous avons bien commencé il y a six ans, avec l'ouverture des salles de cinéma Canal Olympia à Brazzaville, Pointe-Noire et Oyo. Je pense que là, il est temps que les pouvoirs publics et les citoyens que nous sommes prenions la mesure de l'urgence d'agir dans le domaine culturel, avec des salles adaptées.

* Quel message lancez-vous aux cinéphiles et aux cinéastes?

** Je dirai que les cinéphiles doivent se mobiliser. C'est vrai qu'à chaque programmation, les salles de cinéma n'étaient pas toujours pleines. Cela dépend du film projeté. J'ai eu la chance, moi, chaque fois, de pouvoir remplir ces salles de cinéma, lors des projections concernant les films congolais qui parlent aux Congolais. Il faut dire aussi que le défaut de ces salles de cinéma, c'est qu'il faut seulement programmer les films maison, disons les films du Congo ou africains, qui parlent des réalités africaines. C'est cela qui fera une grande adhésion du public prêt à venir au cinéma et prêt aussi à défendre ces salles-là, quand elles sont menacées de fermeture. Il appartient à tout le monde de se mobiliser, pour la réouverture dans les plus délai, de ces salles de cinéma.

Propos recueillis par
Martin BALOUATA-MALEKA

Littérature

James Gassongo largue un recueil de nouvelles, «Les malades en vadrouille»

Avec sa deuxième publication littéraire, James Gassongo (59 ans), de profession comptable, s'affirme comme un auteur littéraire aux textes originaux. Après sa première publication, le roman «Tuez-le-nous! Le couloir de la mort», paru en mai 2021, aux Editions Saint-Honoré (France), voilà qu'il largue un recueil de nouvelles intitulé, «Les malades en vadrouille», publié par les Editions Le Lys Bleu basées à Paris (France). Au Congo, l'ouvrage, qui regroupe huit nouvelles, sera disponible à partir de décembre 2025. Dans un entretien accordé à un confrère, il présente son ouvrage dans les termes suivants.

* «Les malades en vadrouille» est à la fois percutant et sombre. Dans le livre, qui sont ces «malades» et pourquoi sont-ils en vadrouille?

**Les «malades» sont métaphoriquement tous les individus qui habitent la cité en déliquescence. Les «malades» représentent symboliquement tous les habitants de la ville en décomposition. Ils ne subissent pas uniquement des afflictions physiques, mais aussi la pathologie de la société: le désordre social, l'effondrement moral, l'iniqité et l'insensibilité. Ils sont «en vadrouille», parce qu'ils ont été laissés pour compte, par un système médical et social défaillant. Ils vagabondent, dépourvus d'orientation et de soutien, tentant désespérément de trouver un sens ou une issue dans cet univers dévasté.



L'écrivain James Gassongo

* Votre choix s'est porté sur un recueil composé de huit nouvelles distinctes. Comment ce choix narratif influence-t-il le message global de l'ouvrage?

** Ce genre m'a offert à moi

écrivain, la possibilité de concevoir un authentique kaléidoscope de destins entrelacés. Plutôt qu'un unique fil narratif, nous disposons de huit aperçus de la même réalité douloureuse. Cela appuie l'idée que le pro-

blème est omniprésent et systématique dans cette société. Chaque récit met en lumière un aspect distinct de la décadence (agression physique, souffrance psychologique, délaissement), proposant une profondeur et une complexité qui seraient ardues à résumer, dans une seule œuvre romanesque linéaire. C'est un tableau éclaté mais fort, de la détresse humaine.

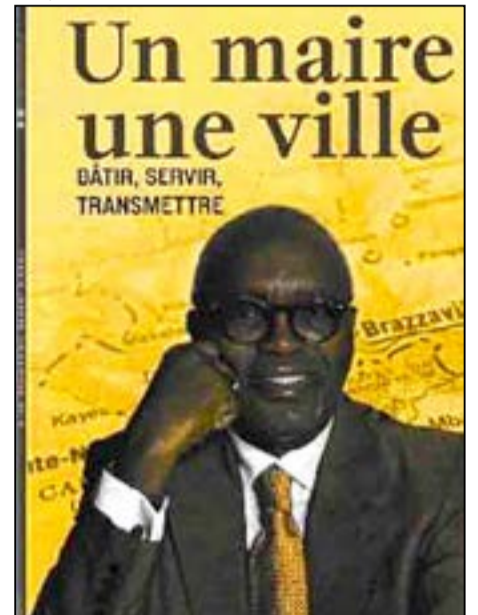
* Quel est le ton général du livre et quelle émotion principale l'auteur cherche-t-il à susciter chez son lecteur?

** Le ton adopté est résolument sombre, direct et lucide. L'auteur ne cherche nullement à atténuer la réalité. L'émotion principale qu'il souhaite susciter est vraisemblablement une réflexion profonde accompagnée d'une vive indignation. En décrivant la souffrance avec une écriture rigoureuse et sans concession, il incite le lecteur à s'interroger sur sa propre responsabilité ainsi que sur l'état de la société, le contraignant à reconnaître et à affronter l'horreur des «malades en vadrouille» qu'il croise ou ignore quotidiennement.

Urban NZABANI

Livre

Hugues Nguélondé: «Un maire, une ville. Bâtir, servir, transmettre»



Le livre du maire

C'est le nouveau livre publié aux Editions Michel Lafon, en France, par l'ancien maire de Brazzaville, Hugues Nguélondé, qui y a exercé trois mandats de cinq ans, à partir de 2003. Membre du gouvernement depuis 2016, il fait le témoignage de son expérience à la tête de la municipalité de la capitale. D'un volume de 207 pages, «ce livre n'est pas seulement un retour d'expérience, c'est une leçon d'engagement, de résilience et de leadership», signale l'éditeur. Il est disponible en librairie et sur les plateformes en ligne.

Journée internationale de l'écrivain africain

L'édition 2025 a porté sur «littérature et écritures plurielles»



Journée internationale de l'écrivain africain

La 33^{ème} édition de la Journée internationale de l'écrivain africain a été célébrée le 7 novembre 2025 sous le thème: «Littérature et écritures plurielles». A Brazzaville comme à Pointe-Noire, les deux grandes villes du Congo, aucun écho ne s'est fait entendre sur cet événement. Les associations d'écrivains, comme l'A.j.e.a.c (Association des jeunes écrivains et artistes du Congo), l'Uneac (Union nationale des écrivains et artistes du Congo) dirigée aujourd'hui par Henri Djombo ou le Pen centre Congo de Florent Sogni Zaou n'ont pas marqué cet événement annuel qui a pourtant comme objectifs de «promouvoir la littérature africaine et encourager la lecture des œuvres d'auteurs du continent, défendre la liberté d'expression et les droits des écrivains africains, favoriser la reconnaissance des écrivains africains sur la scène internationale, encourager l'édition et la diffusion des œuvres littéraires africaines et sensibiliser aux enjeux culturels, sociaux et politiques abordés dans la littérature africaine».

C'est plutôt la ville de Dakar, au Sénégal, qui a mis les écrivains africains à l'honneur, avec l'organisation d'une célébration ayant connu la participation des délégations de près d'une vingtaine de pays africains. La RD Congo était le pays «invité d'honneur». Au cours de cette célébration organisée par l'A.e.s (Association des écrivains du Sénégal, dirigée par Abdoulaye Fodé Ndione, il y a eu une conférence sur «l'oralité et les écrits de l'écrivain malien Amadou Hampâté Bâ» (1901-1991), donnée par sa fille Roukiatou Hampâté Bâ. Instituée en 1992 par l'Association panafricaine des écrivains (Pawa, Pan african writers' Association), fondée en 1989 et basée à Accra, au Ghana, la journée internationale de l'écrivain africain est une célébration annuelle dédiée à la reconnaissance et à la promotion des écrivains du continent africain.

Urban NZABANI

A.a.b.m (Association Amis de Bouéta Mbongo)

Une rencontre sportive, pour le 127^{ème} anniversaire de la mort de Bouéta Mbongo

L'A.a.b.m (Association Amis de Bouéta Mbongo) a célébré le 127^{ème} anniversaire de la mort de Bouéta Mbongo (1860-1898, héros national contre la colonisation française), par une rencontre sportive organisée mardi 11 novembre 2025, au Stade Tata Lounana, situé dans le Quartier Kibina, à Madibou, le 8^{ème} arrondissement de Brazzaville. C'était un match de football qui a opposé deux équipes du quartier, les «Golden boys» et la J.s.k (Jeunesse sportive de Kibina) et qui s'est soldé par un score de parité (1-1).



Isidore Louengo (en tee-shirt au milieu) donnant le coup d'envoi de la rencontre sportive.

Tué le 11 novembre 1898, les armes à la main face à la milice coloniale, Bouéta Mbongo, né Malonga Mi-Mpandzou, est une figure historique parmi les pionniers du combat pour la libération des peuples africains du

jeu colonial. Après la mort de Mabiála-Ma-Nganga en 1896, il prit la tête de la résistance kongo-lari contre les exactions de la colonisation (corvée, exploitation des populations, violences, brutalité des milices coloniales, etc).



Le héros Bouéta Mbongo, de son vrai nom Malonga Mi-Mpandzou.

Chef de clan, son autorité était respectée. En 1898, il est attaqué par les troupes coloniales dirigées par le lieutenant Lucien Fourneau. Le 11 novembre 1898, il est tué et décapité. Son corps est jeté dans la rivière Loufoulakari, vers la route de Linzolo, alors que sa tête est exhibée sur la route, en guise de trophée pour intimider ceux qui oseraient suivre son exemple de résistance au pouvoir colonial. Pour marquer le 127^{ème} anniversaire de sa disparition tragique, Isidore Louengo, président de l'Association Amis de Bouéta Mbongo,

a mobilisé ses membres et les habitants du quartier autour d'une rencontre sportive à Kibina. Les deux équipes ont offert un spectacle intéressant et plein de suspense.

Dans son mot de circonstance, Isidore Louengo a placé cette célébration sous le signe de la jeunesse, en rappelant que Bouéta Mbongo, mort en pleine jeunesse, vouait un attachement particulier à cette couche sociale, conscient de son rôle crucial et convaincu qu'une jeunesse éduquée est une force pour une Nation. «La jeunesse est l'âme d'un peuple, elle est l'âme d'un État. Les dirigeants actuels doivent assumer leurs responsabilités face à l'histoire, car l'histoire ne pardonne pas. Il est impératif d'offrir à nos enfants des conditions d'apprentissage modernes et conformes aux standards. Sans cela, l'avenir de notre jeunesse sera compromis», a-t-il déclaré.

Roland KOULOUNGOU

Thierry Paul Ifoundza, médecin-écrivain

«La troisième édition du Filab a été un grand moment d'échanges!»

La troisième édition du Filab (Festival international du livre et des arts assimilés du Bénin), qui s'est tenue du 9 au 11 octobre 2025, dans l'Amphithéâtre Houdegebe de la Faculté des lettres de l'Université d'Abomey-Calavi, à Cotonou, a eu pour fil conducteur: «L'industrie culturelle à l'ère du numérique». Le Filab a pour but de promouvoir les cultures africaines et de renforcer le rôle de la littérature dans l'identité collective du continent. Parmi les quinze pays invités, il y avait le Congo-Brazzaville. Thierry-Paul Ifoundza, médecin-écrivain d'origine congolaise et basé en France, y a pris part. Dans cet échange, il nous livre ses impressions.



Thierry Paul Ifoundza à la troisième édition du Filab.

* Vous êtes un habitué du Filab! Qu'est-ce qu'il y a eu de nouveau, à cette troisième édition, par rapport aux éditions précédentes?

** D'abord l'affluence! Il y a eu les représentants de pas moins de quinze pays africains. En effet, outre le Bénin, pays-hôte, j'ai noté la présence du Togo, pays qui était invité d'honneur et qui avait une très forte délégation, le Sénégal, le Tchad, le Cameroun, le Gabon, le Rwanda, la Côte d'Ivoire, le Congo-Brazzaville, l'Algérie, Haïti, etc, sans compter les auteurs et écrivains venus d'Europe comme moi. Nous étions trois Congolais: Ferréol Constant Patrick Gassackys, Gaylord Fortune Pouabou et moi-même.

Ensuite, le choix de la thématique de cette troisième édition du Filab: «L'industrie culturelle à l'ère du numérique». Cette thématique m'a paru appropriée. Et pour cause: le numérique s'est incrustée dans nos vies, les bouleversant pour ainsi dire. Personne, aujourd'hui ne peut s'en passer. Le numérique influe sur nos pensées et nos interactions; il agit comme un facilitateur dans la production des œuvres artistiques et littéraires; il permet l'éclosion des talents avec le phénomène de l'autoproduction qui prend de l'ampleur; il facilite une diffusion plus large du livre et des arts dans les quatre coins du monde.

Mais, tout n'est pas acquis avec le numérique. Le sens de l'intelligence artificielle dans l'industrie culturelle reste à trouver, parce qu'avec l'I.a, c'est la créativité qui pourrait vite en pâtir. Les participants ont été unanimes pour dire que les acteurs de la chaîne du livre doivent s'adapter aux nouvelles technologies. Enfin, j'ai été décoré de la médaille de promotion de la culture africaine. Et je ne sais si c'est un mérite ou un salaire. En tout état de cause, je m'efforcerai d'en être à la hauteur.

* Il y a eu aussi, accessoirement, la question de l'identité de l'écrivain...

** Ce thème a été abordé lorsqu'il s'est agi de la litté-



L'écrivain député Ferréol Constant Patrick Gassackys (à droite) pendant le festival.

rature togolaise. Je rappelle que le Togo a été le pays invité d'honneur. Des points de divergence sont apparus, notamment sur les identités des premiers écrivains togolais. En effet, selon l'écrivain Koudossou Fiolku Maurille, chef de la délégation togolaise, le mixage des populations des zones frontalières fait que quand certains déclarent que tel auteur est Béninois, d'autres le considèrent comme Togolais.

Pour ma part, j'ai rappelé que le problème identitaire de certains écrivains n'est pas spécifique aux pays ouest-africains. Le cas de l'écrivaine russophone Svetlana Alexievitch, lauréate du Prix Nobel de littérature 2015, en est une parfaite illustration. Quand certains la présentaient comme une Ukrainienne, d'autres la considéraient



Les drapeaux de quelques pays ayant participé à la troisième édition du Filab.

comme une Biélorusse.

* Et pour conclure?

** Au deuxième jour du festival, parallèlement aux ateliers à l'Université d'Abomey-Calavi, s'est tenue une séance webinaire et en présentiel à la bibliothèque Bénin Excellence,

à Godomey, qui a connu la participation des élèves de deux lycées béninois et deux lycées italiens, ces derniers étaient en visioconférence. Cet atelier a été co-animé depuis Paris par le professeur Victor Hountondji, co-parrain national de cette édition. Cet échange a porté sur l'éveil de la créativité artistique et littéraire chez les élèves.

Quant à la question relative à la littérature en langues africaines, elle est récurrente, comme vous le savez. On n'y a pas échappé. Comment écrire en langues africaines, tout en visant le public étran-

ger? Évidemment, la problématique de la traduction reste d'actualité. Pour tout dire, cette édition du Filab a été un grand moment d'échanges à bien des égards.

Propos recueillis par François B.

Festival mboté jazz

La première édition prévue les 21 et 22 novembre 2025 à l'I.f.c de Brazzaville

Avec l'objectif toujours affirmé de valoriser et de promouvoir les musiques congolaises contemporaines, notamment celles empreintes des sonorités jazz, l'I.f.c (Institut français du Congo) de Brazzaville organise, les 21 et 22 novembre 2025, la toute première édition du Festival mboté jazz.

Au programme, plusieurs groupes de renom, parmi lesquels Kinjazza de la RD Congo et Soba de France, se succéderont sur la scène de la salle Savorgnan, pour le plus grand plaisir des passionnés de jazz et des mélomanes. Le billet d'entrée est fixé à 2.000 francs Cfa. Un rendez-vous incontournable à ne pas manquer sous aucun prétexte !

Littérature

Trente ans après Sylvain N'Tari Bemba, l'esprit de la phratrie congolaise souffle encore

Trente ans après la disparition de son initiateur, Sylvain N'Tari Bemba, la «Phratrie congolaise», «une espèce de vaste territoire littéraire peuplé d'écrivains, romanciers, poètes, dramaturges, essayistes, etc», a enfin vibré encore, du 28 au 31 octobre 2025, à l'I.f.c (Institut français du Congo) et d'autres centres culturels, à Brazzaville, grâce au dynamisme de l'Association Nouvel'Art, en coopération avec l'I.f.c. La «Phratrie congolaise» est un cercle littéraire légendaire fondé dans les années 60, par Sylvain N'Tari Bemba, romancier, dramaturge, essayiste, journaliste et musicien congolais décédé le 8 juillet 1995, à Paris (France), dont l'esprit est porté cette année par l'écrivain chercheur Patrice Yengo, chargé de cours à l'Institut des mondes africains de l'Ehess (École des hautes études en sciences sociales), en France, dans le but de raviver l'esprit de solidarité littéraire et intellectuelle et rappeler aux jeunes écrivains congolais, la nécessité de la transmission du flambeau littéraire.



Des figures de la phratrie

La Phratrie congolaise fut, dans les années 60, une confrérie d'écrivains unis au-delà des frontières idéologiques, ethniques ou religieuses. Poètes, romanciers, dramaturges essayistes y partageaient manuscrits et réflexions, dans un élan de fraternité rare. De cette effervescence intellectuelle sont nées certaines des plus belles pages de la littérature congolaise et africaine d'expression française. Aux côtés de Sylvain N'Tari Bemba figuraient des plumes illustres telles que Henri Lopès, Jean-Baptiste Taty Loutard, Sony Labou Tansi, Tchicaya U Tam'si et Emmanuel Dongala à qui cette célébration a également rendu hommage.

«Trente ans après la disparition de Sylvain N'Tari Bemba, il nous faut placer la transmission au cœur de notre action. C'est le moyen le plus sûr de préserver et de valoriser notre patrimoine littéraire», a affirmé Patrice Yengo, lors de la cérémonie de clôture, en présence d'Emmanuel Dongala, considéré comme le dernier représentant vivant de la phratrie. «Nos aînés ont bâti la force de la littérature congolaise sur la conscience d'une communauté. Ils nous ont légué un modèle de solidarité durable qu'il nous appartient, désormais, de faire vivre. La littérature n'existe pas seulement dans l'individualité, mais aussi dans la mémoire partagée et la continuité des générations», a-t-il poursuivi.

De l'Institut français du Congo à l'Université Marien Nguabi, en passant par l'Espace de l'honorable Ferréol Constant Gassackys, le Centre culturel Zola, les Ateliers Sahm et l'Espace Matsoua, à Brazzaville, tous ces lieux ont été le théâtre d'une effervescence artistique et intellectuelle particulière. Au programme: représentations théâtrales; lectures; expositions; slam; projections et tables rondes. Parmi les moments forts, la mise en scène de la pièce «Antoine m'a vendu son destin» de Sony Labou Tansi par le Mbongui Théâtre, «La valse interrompue», une adaptation de «La chèvre et le léopard» de Sylvain N'Tari Bemba, par la Troupe Maloba, ou encore «Une journée dans la vie» d'Emmanuel Dongala, interprétée par le Théâtre des Trois Francs. Des textes majeurs ont également été lus, tirés des romans comme «La vie et demi» (Sony Labou Tansi), «Johnny chien méchant» (Emmanuel Dongala), «Le pleurer-rire» (Henri Lopès) ou du recueil de poèmes «Les racines congolaises» (Jean-Baptiste Tati-Loutard), retraçant toute la richesse d'une littérature à la fois engagée, poétique et profondément humaine.

Au-delà du souvenir, cette célébration est une invitation au renouveau de la littérature congolaise, à travers ses écrivains. La Phratrie congolaise, plus qu'un souvenir littéraire, demeure une leçon d'unité et de foi dans la puissance des mots. À travers cette commémoration, la jeune génération est appelée à prolonger le souffle d'une époque où les écrivains congolais, unis par l'amour du verbe, ont su faire rayonner la voix du Congo bien au-delà de ses frontières.

Céleste Exaucé SINDOUSSOULOU

Fécohand (Fédération congolaise de handball)

L'appel au ressaisissement et au rassemblement, après les élections

La Fécohand (Fédération congolaise de handball) a tenu, le mardi 4 novembre 2025, à son siège sis au Gymnase Nicole Oba, dans le 6^{ème} arrondissement Talangai, à Brazzaville, la session inaugurale de son Conseil fédéral couplé au congrès de travail. Les cérémonies d'ouverture et de clôture étaient présidées par Furet Ikoué, représentant du Ministère en charge des sports, en présence de Jean-Claude Itoua, représentant du C.n.o.s.c (Comité national olympique et sportif congolais) et Linda Ambrosine Noumadzalayi Ebendzé, présidente du bureau exécutif de la Fécohand. Cette session a été marquée par l'appel au ressaisissement et au rassemblement, après analyse des situations pré et post-électorales. D'importantes décisions ont été prises au cours de cette session.

Dans l'appel au rassemblement, «le Conseil fédéral invite tous les handballeurs au ressaisissement et à la culture de la cohésion plutôt qu'au sectarisme. Dans cette optique, il recommande que tous les écarts de conduites cessent au profit de la relance des activités du handball congolais et invite en conséquence tous ceux qui naviguent à contre-courant, au mépris des textes, de revenir au bon sentiment, car c'est en travaillant en synergie qu'on pourra avancer notre discipline sportive». Dans le communiqué final, il est indiqué les congressistes ont procédé à la révision des textes fondamentaux de la fé-

dération (statuts, règlements intérieurs, règlements généraux). Détails non moins importants, au niveau du règlement intérieur, des amendes ont été mises en place, contre l'organisation d'activités de handball sans autorisation de la fédération. A la fin d'une saison sportive, il y aura une émulation des meilleurs athlètes, entraîneurs et dirigeants. Les congressistes ont également adopté un code d'éthique, pour compenser la sortie de la Fécohand de la tutelle de la C.c.a.s (Chambre de conciliation et d'arbitrage du sport) et érigé une ligue professionnelle de handball. Après leur session inaugurale et le congrès de travail, les membres du Bureau exécutif



Jean-Claude Itoua, Linda Ambrosine Noumadzalayi Ebendzé et Furet Ikoué.



Des congressistes pendant les travaux.

de la Fécohand ont été reçus, mercredi 5 novembre, par le ministre en charge des sports, Hugues Ngouélondélé, à son cabinet de travail. Celui-ci les

a félicités pour leurs travaux et les a encouragés à développer le handball national.

Luze Ernest BAKALA

Fécoju-Da

Cri de cœur des judokas, pour préparer les compétitions africaines



Lors des entraînements

64 judokas des Diabes-Rouges, la sélection nationale, sont en chantier depuis plus d'un mois au Complexe sportif de Kintélé, sous la supervision de la Fécoju-Da (Fédération congolaise de judo et disciplines associées), pour préparer trois compétitions africaines majeures qui vont se dérouler dans un proche avenir, à savoir:

- du 20 au 23 novembre 2025: l'Open international de Yaoundé qualificatif aux Jeux olympiques de 2028;
- du 3 au 8 décembre: championnat des jeunes de la francophonie à Kinshasa;
- du 10 au 20 décembre: 4^{èmes} Jeux de la jeunesse à Luanda, en Angola.

Pour leur préparation ils ont lancé un cri de cœur auprès des autorités sportives et gouvernementales, par le truchement du directeur technique national, Christophe Yongo qui s'est exprimé en ces termes: «Nous sommes en préparation depuis plus de cinq semaines et le Comité exécutif de la fédération, qui nous prend en charge depuis là, avec ses maigres moyens, est maintenant essoufflé. C'est le président et les membres de la fédération qui s'occupent de ce regroupement de ce camp d'entraînement. Le message est que nous attendons l'assistance de l'Etat. Nous avons 64 athlètes que nous gérons. Vous savez que la nutrition, c'est l'élément principal de la gestion d'un groupe de sportifs, parce qu'il faudrait que ces athlètes aient de l'énergie. Ils dépensent de l'énergie en pratiquant le sport, donc il faut la remplacer. C'est pour cela que nous demandons à l'Etat de nous venir en aide». Espérons que les autorités seront attentives à ce cri de cœur.

L. E. B.

Fécofoot (Fédération congolaise de football)

Plus d'une trentaine d'entraîneurs passent la Licence D de la Caf

La Fécofoot (Fédération congolaise de football) a donné, lundi 10 novembre 2025, à son siège à Brazzaville, le coup d'envoi de la formation pour l'obtention de Licence D de la Caf (Confédération africaine de football), destinée aux entraîneurs de football féminin et des jeunes. Sous la supervision des instructeurs Raphaël Mafoua et Eloi Mankou, cette formation connaît la participation d'une trentaine d'entraîneurs et permet de professionnaliser le football féminin et des jeunes, en développant les compétences des entraîneurs locaux. Elle revêt une importance capitale pour ces entraîneurs obligés de passer par là avant d'être éligibles au programme des instructeurs Fifa (Fédération internationale de football association).

L. E. B.

Caf (Confédération africaine de football)

Signature d'accord avec SuperSport pour la diffusion de la Can 2025

La Caf (Confédération africaine de football) a conclu un accord de partenariat avec la chaîne sportive SuperSport pour la diffusion de la Can (Coupe d'Afrique des Nations) Maroc 2025, en vue de retransmettre les rencontres en anglais et aussi dans plusieurs langues locales, à travers l'Afrique subsaharienne. La signature officielle de cet accord a eu lieu au siège de SuperSport à Johannesburg, en Afrique du Sud, en présence du président de la Caf, le Dr Patrice Motsepe, et de plusieurs responsables du Groupe Canal+/MultiChoice.

Selon les deux parties, cette collaboration permettra d'assurer une couverture élargie et de haute qualité du plus grand événement sportif africain. SuperSport prévoit de lancer une chaîne entièrement dédiée au tournoi, avec des programmes d'analyse, des interventions d'anciennes gloires du football continental et des commentaires multilingues destinés à accompagner les supporters durant toute la compétition. Ce nouveau partenariat s'ajoute aux accords de diffusion déjà engagés par la Caf pour les phases finales de la Can 2025.

L. E. B.

Commentaire

La fermeture des stades au cœur des discussions

Pour la deuxième saison consécutive, il n'y a toujours pas de compétition nationale de football au Congo. Et pour cause, les stades sont fermés, sur décision du Ministère en charge des sports, qui ne les ouvre que lorsqu'il s'agit des compétitions internationales. Tant que les conditions posées à la Fécofoot (Fédération congolaise de football) ne sont pas remplies, les stades resteront fermés aux compétitions nationales. Une décision qui n'est pas sans conséquence sur la vie des clubs et, partant, sur le football congolais. La situation a mis en émoi la sphère footballistique nationale.

Les dirigeants des clubs de football avaient demandé de rencontrer le ministre en charge des sports pour discuter de cette question. Ainsi, le mardi 4 novembre dernier, une réunion a eu lieu dans la salle média du Stade Alphonse Massamba-Débat, sous le patronage de Charles Makaya, le directeur de cabinet du ministre en charge des sports. Les cadres dudit ministère, les membres du Comité exécutif de la Fécofoot et les représentants de la Linafoot y étaient présents. Détail non moins important, les médias étaient tenus à l'écart de cette réunion. Que cache-t-on? Allez-y comprendre. Question centrale abordée: la mise à disposition des

stades, pour les championnats nationaux de football. Face à cette question, le Ministère en charge des sports a donné ces conditions, pour accepter de mettre les stades à la disposition des championnats nationaux. Il s'agirait principalement de trois conditions: - les arbitres doivent s'engager sur l'honneur, contre la corruption; - les clubs doivent assurer leurs joueurs; - le nombre de clubs en championnat de Ligue 1 doit être ramené de 16 à 14. A ces trois conditions, le Comité exécutif de la Fécofoot considère que les textes existent pour empêcher les arbitres de ne pas se livrer à la corruption et qu'il suffit



Comment sortir le football congolais de l'abîme.

de mettre ces textes en application. Le problème de la corruption est qu'elle ne se fait pas voir et donc on ne peut pas condamner un arbitre s'il n'y a pas de preuve de corruption. Mais, chaque fois qu'il y a une preuve, les concernés passent en conseil de discipline et sont sanctionnés. En plus, l'imposition d'un engagement sur l'honneur aux arbitres n'est pas conforme aux règles de la Fifa et de la Caf. Concernant l'assurance des joueurs, c'est une question de budget pour tous les clubs. Comment assurer les

joueurs sans argent? Enfin, concernant le nombre de clubs en compétition de Ligue 1, cela dépend de la fédération. C'est sa prérogative, suivant ses textes. Conclusion, comme la Fécofoot n'a pas donné des réponses satisfaisantes aux trois conditions, les stades restent fermés. Mais, il y a l'espoir sur la poursuite des discussions. En attendant, l'option du stade technique d'Igné est envisagée, pour lancer le championnat national.

Urbain NZABANI